

Corne de l'Afrique – Soudan

Par le SER de Nairobi



Le secteur de l'eau au Soudan

Malgré 103,3 Mds m³/an de ressources en eau, le Soudan est en situation de stress hydrique : ses ressources renouvelables ne représentent que 4 Mds m³, soit 932 m³/habitant/an. Le pays n'exploiterait que 68 % de sa part des eaux du Nil (18,5 Mds m³/an), faute d'infrastructures et de moyens. Les eaux souterraines sont fortement sollicitées par l'agriculture, tandis que les zones éloignées des cours d'eau dépendent d'une saison des pluies courte et irrégulière. Des infrastructures vétustes, mal entretenues et sous-financées limitent l'accès à l'eau potable, une situation aggravée par la guerre, qui entraîne une recrudescence de maladies telles que le choléra. Des institutions fragiles et sous-dotées s'appuient largement sur l'aide internationale.

Abondance en eau, mais faibles ressources renouvelables et accès limité, aggravé par la guerre

Le Soudan disposerait de 103,3 Mds m³ d'eau par an, dont seulement 4 Mds m³ sont des ressources renouvelables internes, soit 932 m³ par habitant et par an. La majeure partie des ressources (98 Mds m³) est apportée par le Nil et ses affluents. Selon l'accord de partage des eaux du Nil de 1959, le Soudan bénéficie d'un droit de tirage de 18,5 Mds m³ contre 55,5 Mds m³ pour l'Égypte. En pratique, faute d'infrastructures hydrauliques développées, de financements et de capacités techniques, le Soudan n'utiliserait que 68 % de ce quota, soit 12,5 Mds m³.

Les ressources d'eau fossiles, estimées à 16 Mds m³, se situent dans deux bassins principaux : le Bassin nubien, dans le nord du pays, partagé avec l'Égypte, et le bassin d'Umrowaba dans l'ouest et le nord-ouest. L'expansion des activités agricoles dans le nord, à travers des fermes comptant plusieurs dizaines de pivots d'irrigation chacune, exerce une pression croissante sur ces eaux non renouvelables. Les zones éloignées des cours d'eau, qui couvrent plus de 50 % du territoire et accueillent environ un tiers de la population, dépendent de la courte saison des pluies (juin-septembre), dont les fluctuations sont très importantes.

La croissance rapide de la population, ainsi que des infrastructures anciennes et mal entretenues, limitent fortement l'accès à l'eau potable pour la majorité des Soudanais. Environ 16 % de la population rurale et 22 % de la population urbaine n'ont pas accès à des sources d'eau améliorées. Les réseaux d'eau, datant des années 1930 et 1940, ne desservent que 66 % des zones urbaines et 50 % des zones rurales.

La situation s'est drastiquement détériorée depuis la guerre qui se poursuit depuis 2023. Les attaques contre les infrastructures et systèmes d'eau ont contraint des familles entières à s'approvisionner auprès de sources non sûres et contaminées. Khartoum, Gezira, Nil Blanc, Nil et l'État du Nord figurent parmi les plus touchés. Il en résulte une aggravation des conditions sanitaires, avec la propagation de maladies telles que la diarrhée et le choléra.

Des institutions dotées de peu de moyens financiers et techniques, fortement soutenues par les bailleurs internationaux

L'Unité pour l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement (UAPEA) est en charge de l'eau potable dans l'ensemble du pays. Elle relève directement du ministère fédéral de l'Irrigation. A Khartoum, un autre organisme s'occupe des aspects techniques de l'eau : la *Khartoum State Water Corporation*, qui dépend du ministère des Infrastructures de l'État de Khartoum. Les autorités souffrent d'un manque drastique de moyens pour financer non seulement de nouveaux investissements, mais aussi la maintenance et la réhabilitation des infrastructures existantes. Les budgets sont consacrés en priorité aux dépenses de personnel et aux intrants chimiques nécessaires au traitement de l'eau (3,5 M EUR/an de produits chimiques importés).

Il existe deux stratégies pour le secteur de l'eau : *Integrated Water Resources Management, 2007 (IWRM)* et *Sudan Water Sector Livelihoods Transforming Strategy, 2021 – 2031 (SWS-LTS)*. L'IWRM vise à améliorer la coordination entre parties prenantes, réduire les conflits liés au partage de l'eau et renforcer

l'efficacité de son utilisation. La SWS-LTS vise à renforcer la gestion intégrée des ressources en eau. Par ailleurs, le Cadre stratégique pour la sécurité de l'eau potable au Soudan (SDWSSF, 2017) définit les orientations stratégiques pour élargir l'accès à l'eau potable sûre. En complément, on estime à environ 52 le nombre de lois soudanaises faisant référence à l'eau potable et à l'assainissement.

Le secteur reste essentiellement soutenu par les bailleurs internationaux, majoritairement en dons en raison de l'isolement du pays pendant plus de trente ans. Sur la dernière décennie, ces financements n'ont pas dépassé 250 M USD. Parmi les principaux bailleurs figurent : l'Iran (120 M USD pour 6 stations d'eau), la BAD (38 M USD pour le traitement et l'assainissement de Port-Soudan, ainsi que des projets dans l'ouest), et le Japon via la JICA (55 M USD pour un projet d'eau potable à Kosti et un programme de formation à l'Unité eau et assainissement).

Actuellement, le programme WASH, coordonné par l'UNICEF, cible les zones à forte concentration de population, touchées par des épidémies, menacées de famine ou affectées par inondations et sécheresses. L'objectif est d'atteindre 10,1 millions de personnes avec des services d'eau d'urgence, en mettant l'accent sur le maintien des services existants et l'installation d'infrastructures d'urgence (puits, latrines, points de lavage des mains, camions-citernes).